

I4CE - INSTITUTE FOR CLIMATE ECONOMICS

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS***

(Exercice clos le 31 décembre 2016)

I4CE - INSTITUTE FOR CLIMATE ECONOMICS

Association régie par les dispositions de la loi 1^{er} juillet 1901

24 avenue Marceau

75008 PARIS

Aux Membres

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association I4CE, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre l'opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé, pour émettre l'opinion ci-dessus sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et qui ont porté notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

Ces appréciations s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III -Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les documents adressés au Conseil et à l'Assemblée sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 15 mai 2017

SIRIS S.A.R.L.
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



Emmanuel Magnier
Associé

COMPTES ANNUELS

2016

Période du 01/01/2016 au 31/12/2016

ASSOCIATION I4CE

47 rue DE LA VICTOIRE

75009 PARIS

Siret : 50020198300011

scdc
SCIENCE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES IDÉES

23, rue de l'Université

75007 PARIS

Tél. 01 53 50 93 25

Fax 01 56 50 05 24

 **Sommaire**

Comptes annuels	1
Bilan actif	2
Bilan passif	3
Compte de Résultat	4
Annexe	5

COMPTES ANNUELS

2016

Période du 01/01/2016 au 31/12/2016

Comptes annuels

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2016	Net au 31/12/2015
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	82 664	11 993	70 671	16 336
Immobilisations financières	85 902		85 902	48 402
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	168 567	11 993	156 573	64 738
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	3 896		3 896	
Créances				
Usagers et comptes rattachés	881 353	16 186	865 167	341 689
Autres	626 098		626 098	1 255 924
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (autres que caisse)	284 540		284 540	480 516
Caisse	235		235	
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 796 123	16 186	1 779 937	2 078 128
REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	22 778		22 778	3 336
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Autres comptes de régularisation				
TOTAL REGULARISATION	22 778		22 778	3 336
TOTAL GENERAL	1 987 467	28 179	1 959 288	2 146 202
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2016	au 31/12/2015
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves	649 053	544 120
Résultat de l'exercice	-319	104 934
Report à nouveau		
SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE	648 735	649 053
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	648 735	649 053
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	48 653	45 028
FONDS DEDIES	397 814	361 276
DETTES		
Emprunts et dettes assimilées		
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	115 293	339 945
Autres	605 209	656 186
TOTAL DETTES	720 502	996 131
Produits constatés d'avance	143 585	94 714
TOTAL GENERAL	1 959 288	2 146 202
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	864 087	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de Résultat

	Exercice N 31/12/2016	Exercice N-1 31/12/2015
PRODUITS D'EXPLOITATION (hors taxes)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)	306 495	45 178
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	2 707 798	2 128 376
Cotisations		
Autres produits	450	18 200
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	3 014 743	2 191 754
CHARGES D'EXPLOITATION (hors taxes)		
Achats de marchandises		
Variation des stocks (marchandises)		
Achats d'approvisionnements		
Variation des stocks (approvisionnements)		
Autres charges externes	976 592	683 311
Impôts, taxes et versements assimilés	143 851	42 433
Rémunérations du personnel	1 210 790	768 214
Charges sociales	618 711	353 209
Dotations aux amortissements	25 723	29 165
Subventions accordées par l'association		
Autres charges	2 315	28 657
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	2 977 983	1 904 989
RESULTAT D'EXPLOITATION	36 759	286 765
PRODUITS FINANCIERS	90	5
CHARGES FINANCIERES	287	11
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
IMPOTS SUR LES BENEFICES	343	
REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	361 276	179 450
ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	397 814	361 276
EXCEDENT OU DEFICIT	-319	104 934

COMPTES ANNUELS

2016

Période du 01/01/2016 au 31/12/2016

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : I4CE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2016, dont le total est de 1 959 288 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 319 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2016 au 31/12/2016.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/12/2016 par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2016 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Créances

Les créances sont dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

En 2016, I4CE - Institute for Climate Economics participe à la création de conditions propices à la transition énergétique. Par sa recherche appliquée, I4CE se propose d'aider les décideurs publics et privés à mieux comprendre, anticiper et utiliser les instruments économiques et financiers aptes à faire émerger une économie faiblement carbonée et adaptée au changement climatique, et plus largement, de contribuer au débat public sur l'économie de la transition énergétique.

L'équipe résidente d'I4CE compte une vingtaine de chercheurs qui se déploient sur quatre axes d'étude intéressant les acteurs de la transition énergétique.

- Forêt, Agriculture et Climat : accompagner les filières agricoles et forestières dans leur prise en compte du changement climatique
I4CE analyse les politiques publiques et les instruments économiques qui incitent, de manière directe ou indirecte, à réduire les émissions de ces secteurs et à les rendre plus résilients face au changement climatique.

- Industrie, Energie et Climat : analyser les politiques pour la transition bas-carbone des secteurs de l'industrie et l'énergie.
I4CE examine les politiques, les réglementations et instruments économiques et financiers, et la tarification du carbone. Nous étudions les modalités institutionnelles des politiques publiques, la coordination des politiques climat-énergie et leurs effets sur la compétitivité des entreprises.

- Villes, Infrastructures et Climat : accompagner la transition vers des territoires bas carbone et adaptés au changement climatique
I4CE analyse les outils techniques, économiques et financiers qui contribuent à la transition énergétique et écologique. Nous accompagnons la généralisation des actions de réduction des émissions de GES et d'adaptation au changement climatique portées par les collectivités, les gestionnaires d'infrastructures et les parties prenantes locales.

- Finance, investissement et climat : faciliter l'intégration du changement climatique dans le processus de décisions financières
I4CE travaille sur trois thématiques principales : le suivi des flux financiers ; la réconciliation entre développement et climat ; l'intégration du changement climatique dans le secteur financier et la gouvernance.

Produire de l'expertise à travers des projets de recherche

VOCAL

En 2016 I4CE lance le Projet Voluntary Carbon Land Certification (VOCAL), qui vise à développer un cadre de certification national validant des unités carbone, en association avec de nombreux partenaires publics et privés. Il garantira des réductions et séquestrations d'émissions de gaz à effet de serre issues de projets agricoles et forestiers réalisés en France grâce à un référentiel et des méthodologies approuvés par le ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer (MEEM).

Le projet VOCAL s'organise autour de 3 axes de la recherche à l'expérimentation : des études de contexte et de faisabilité ; des documents de référence et des expérimentations. Le projet est mené avec le Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer (MEEM – DGEC), Ministère de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (MAAF), ONF, ADEME, APCA, Coop de France Ouest

Obligations vertes

I4CE publie, en 2016, une étude soutenue par Mirova, EDF et le Crédit Agricole qui explore les défis et opportunités pour le marché obligataire vert pour apporter une contribution tangible à la transition bas carbone. I4CE organise une conférence de Chatham House à Paris, qui lance une discussion sur le rôle de plus en plus important du secteur public dans la définition du marché obligataire verte en croissance rapide, et contribue à la conférence européenne sur les obligations vertes organisée par Environmental Finance à Londres. I4CE participe au Dialogue des investisseurs sur des solutions de financement d'activités à faible carbone organisé par le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD) à Londres.

La Poste : programme Climat+ Territoires

I4CE accompagne le groupe La Poste en partenariat avec la Fondation GoodPlanet dans son programme Climat+ Territoires qui correspond à la continuité de leur programme de compensation carbone. La Poste s'engage dans des actions d'atténuation locales et nous les accompagnons dans cette démarche : compréhension des enjeux de la compensation carbone en France, mise en relation avec les porteurs de projets locaux et évaluation des projets, formation sur les enjeux climatiques auprès des collaborateurs, etc.

Faits caractéristiques

CARISMA

Dans le cadre du projet Horizon 2020 de la Commission Européenne, le projet de recherche CARISMA vise à renforcer l'interface entre les décideurs publics, les acteurs privés et la sphère académique en analysant les barrières à un déploiement à grande échelle des technologies et comportements permettant l'établissement d'une société faiblement carbonée. Pour cela, le projet traite deux problématiques : les options technologiques pour limiter le réchauffement climatique, mais aussi les questions de gouvernance qui influent sur ces options.

Panorama des financements climat 2016

I4CE organise une conférence à l'Assemblée Nationale le mercredi 7 décembre 2016 pour présenter les résultats du Panorama des financements climat en France 2016. Parrainé par Jean-Paul Chanteguet, Président de la Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire, cet événement constitue une occasion unique de dresser le bilan des efforts publics et privés en matière d'investissement dans les technologies bas-carbone. L'étude recense les investissements qui contribuent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre en France. Ces dépenses sont analysées afin de savoir quels acteurs ont engagé ces projets et comment ils sont financés.

La présentation fait suite à une table ronde avec des invités prestigieux comme la DGEC, L'ADEME, EUROWATT, BPI France et BNP Paribas.

Prix Interne du carbone

En 2016, à l'occasion de la première édition du sommet Climate Chance, I4CE et EPE – Entreprises pour l'environnement, publient un mode d'emploi sur le prix interne du carbone. Cette publication définit ce qu'est un prix interne du carbone, décrit les différentes formes que celui-ci peut revêtir mais également identifie les avantages que l'entreprise peut tirer en établissant un prix interne du carbone. Cette publication, fondée sur l'expérience des entreprises membres d'EpE, a pour but de répondre aux nombreuses interrogations que les entreprises désireuses d'établir une stratégie incluant un prix du carbone peuvent se poser.

Une dimension Internationale affirmée

City Climate Finance Training

A travers son programme de formation « City Climate Finance Training » I4CE- Institute for Climate Economics renforce les capacités des représentants politiques et techniques marocains et tunisiens à formuler des projets urbains résilients et à mobiliser les ressources financières nécessaires à leur mise en œuvre. Créé par I4CE et le Fonds Mondial pour le Développement des villes (FMDV) l'initiative bénéficie du soutien du programme européen Climate KIC et de l'agence allemande de coopération internationale GIZ. Il compte une cinquantaine de participants représentant 25 communes.

City Climate Finance Training répond à quatre objectifs clés : sensibiliser au changement climatique ; expliquer les grands enjeux de la finance climat ; présenter les outils et stratégies de financement existants ; montrer comment répondre aux conditions d'intervention des investisseurs. Le programme apporte les outils nécessaires à la création d'un environnement propice au financement de la lutte contre le dérèglement climatique et à la transition vers une économie décarbonée.

COP 22

Lors de la 22ème Conférences des Parties, qui s'est déroulée au Maroc, I4CE organise 11 événements, seul ou en partenariat avec des institutions prestigieuses. I4CE contribue également à 10 side-events supplémentaires afin de promouvoir notre expertise sur nos quatre axes de recherche.

La COP 22 a été l'occasion d'annoncer l'arrivée de la Caisse de Dépôt et de Gestion Maroc (CDG) comme grand mécène d'I4CE. Une conférence de presse est organisée avec la Caisse des Dépôts, L'Agence Française de Développement, La CDG et l'ADEME.

I4CE décrypte les principales avancées de cette COP dans son point Climat « COP22 à Marrakech : un passage à l'action réussi qui devra se traduire par une accélération d'ici 2018 », sorti fin novembre 2017.

Soutien au suivi des flux financiers en Colombie

Dans le cadre d'un contrat de coopération technique entre l'AFD et l'office Nationale Planification Colombien (DNP), I4CE soutient le transfert de l'adaptation de sa méthodologie pour suivre les flux financiers pour le climat. I4CE produit 10 fiches sur les politiques

Faits caractéristiques

climatiques que l'Etat Colombien pourrait mettre en œuvre pour améliorer l'impact des dépenses publiques pour soutenir l'action climatique.

Renforcer les capacités des acteurs économiques

I4CE s'efforce de mutualiser les résultats de la recherche appliquée et académique et les rendre utilisables par les décideurs publics et privés. I4CE partage son expertise à travers l'animation de trois clubs d'échange et de réflexion dont les membres se réunissent plusieurs fois par an, et à travers l'approfondissement de son offre de formation destinée aux décideurs.

Clubs de recherche et d'échange

I4CE anime trois clubs de recherche et d'échange dédiés aux acteurs territoriaux

Club Villes, territoires, énergie et changement climatique

En 2016 le club aide ses membres à comprendre les grands dossiers d'actualités sur la transition énergétique des territoires, identifier les enjeux locaux du changement climatique, et s'approprier les moyens d'actions et de financement innovants et connaître leurs conditions clés de succès.

Club Carbone Forêt-Bois

En 2016 le club travaille le Bilan carbone de la filière forêt-bois en France, notamment sur son évaluation et les facteurs d'influence. Le club étudie comment évaluer et valoriser les co-bénéfices du carbone (paysage, biodiversité, impact social...) et son intérêt pour les acheteurs de crédits et les financeurs.

Club Climat Agriculture

En 2016 le club étudie le nouveau plan national d'adaptation (PNACC) en regardant ses enseignements et les recommandations à tirer. Le Club travaille sur l'évaluation et la valorisation des co-bénéfices du carbone (paysage, biodiversité, restauration des sols, impact social, etc.). Sont analysés les outils de transfert d'innovations techniques en termes d'adaptation du secteur agricole face au changement climatique, ainsi que le risque de fuite de carbone dans les politiques agricole et climatique.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Installations générales, agencements et				
- Installations techniques, matériel et outillage				
- Installations générales, agencements aménagements divers		5 740		5 740
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	17 417	59 507		76 924
Immobilisations corporelles	17 417	65 247		82 664
- Participations évaluées par mise en				
- Prêts et autres immobilisations financières	48 402	37 500		85 902
Immobilisations financières	48 402	37 500		85 902
ACTIF IMMOBILISE	65 819	102 747		168 567

Au cours de l'exercice 2016, I4CE a déménagé. A cette occasion, l'association a investi dans du matériel informatique, ce qui constitue la principale cause d'augmentation des immobilisations corporelles. Par ailleurs, l'immobilisation financière de 37 500 € correspond au dépôt de garantie versé lors de la location des nouveaux locaux.

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Installations générales, agencements et				
- Installations techniques, matériel et outillage				
- Installations générales, agencements aménagements divers		193		193
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 081	10 719		11 800
Immobilisations corporelles	1 081	10 912		11 993
ACTIF IMMOBILISE	1 081	10 912		11 993

Notes sur le bilan

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 616 131 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Autres	85 902	85 902	
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	881 353	881 353	
Autres	626 098	626 098	
Charges constatées d'avance	22 778	22 778	
Total	1 616 131	1 616 131	

Les postes "clients et comptes rattachés" et "Autres" correspondent aux subventions ou cotisations accordées par nos partenaires mais non encore réglées.

Produits à recevoir

	Montant
Usagers - Factures à établir	12 010
Fournisseurs - Avoirs à recevoir	16 264
Divers - produits à recevoir	570 419
Total	598 693

Le poste "Divers - produits à recevoir" de 570 419 € comprend notamment un montant de 300 000 € correspondant au versement exceptionnel d'une subvention de fonctionnement octroyée par la CDC pour le deuxième semestre 2016. Le soldes correspond à des subventions sur projets non encore réglées.

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Fonds associatifs

	Début Exercice	Augmentation	Diminution	Fin Exercice
Réserves réglementées	533 840			533 840
Autres réserves	10 280	104 934		115 213
Résultat de l'exercice	104 934		105 253	-319
Total fonds associatifs	649 053	104 934	105 253	648 735

Les fonds associatifs, pour un total de 648 734 € correspondent aux fonds propres d'un montant de 533 840 € apportés avec droit de reprise de la CDC (ex CDC Climat) lors de l'apport partiel d'actifs auxquels se rajoutent le cumul des ressources non utilisées depuis l'origine de l'association pour 115 213 € et du résultat de l'exercice pour un montant de -319 €.

Fonds dédiés

Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours de l'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
	A	B	C	A - B + C
<i>developpement et Clim</i>	100 000	100 000		
<i>SEI H2020</i>	95 625	32 715		62 910
<i>Carisma</i>	36 157	30 048		6 109
<i>Vocal feder</i>	129 495	42 614		86 881
<i>Vocal Agrimet</i>		4 028	105 942	101 914
<i>AFD 5 Principles</i>		10 000	150 000	140 000
Total	361 277	219 405	255 942	397 814

Les fonds dédiés, pour un total de 397 814 €, correspondent aux financements assurés par des subventions de nos partenaires, affectés aux projets de recherche conformément aux conventions signées avec ceux-ci.

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	19 469			19 469
Provisions pour charges	25 559	3 625		29 184
Provisions pour dépréciation	5 000	11 186		16 186
Total	50 028	14 811		64 839
Exploitation		14 811		

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 864 087 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	115 293	115 293		
Dettes fiscales et sociales	501 942	501 942		
Dettes sur immobilisations et comptes				
Autres dettes (**)	103 267	103 267		
Produits constatés d'avance	143 585	143 585		
Total	864 087	864 087		

"Les dettes fournisseurs et comptes rattachés" correspondent pour 68 378 € aux fournisseurs non réglés et pour 46 915 € à des factures non parvenues.

"Les dettes fiscales et sociales" correspondent aux provisions de CET (charges fiscales et sociales comprises) pour 67 561 €, de prime variable sur objectif pour 149 889 €, de prime de précarité pour 24 008 € et d'intéressement plus abondement pour 139 436 €, ainsi que les cotisations précomptées sur les salaires du quatrième trimestre 2016 et réglées au cours de premier trimestre 2017 pour 86 899€.

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - Fact. non parvenues	46 915
Provision CET	42 226
Personnel - Autres charges à payer	220 800
Charges sociales s/CET	25 335
Charges sociales - Charges à payer	92 534
Divers - charges à payer	97 037
Total	524 847

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	22 778		
Total	22 778		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	143 585		
Total	143 585		

Le poste "Produits constatés d'avance" correspond aux participations financières des clubs pour 28 300 € et à des conventions de financement pour 115 285 €.

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 14 240 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Produits d'exploitation

Ce poste s'élève à 3 376 018 €, il inclut des subventions de fonctionnement pour couvrir les charges et frais divers I4CE octroyées pour un montant de 1 625 000 € par la Caisse des dépôts et 220 000 € par l'AFD. Le reste des produits d'exploitation recouvrent des subventions affectées à des projets de recherche.

Charges d'exploitation

Le total des charges d'exploitation s'élèvent à 3 375 797 € et concerne notamment :

- Salaires et traitements : 1 210 790 €
- Charges sociales : 618 711 €
- Location et charges locatives : 231 248 €
- Personnel mis à disposition : 95 833 €
- Prestation informatique : 109 802 €
- Taxe sur les salaires : 123 455 €